

Madagascar Résistance

Lettre numéro 7 - avril 2010

Retrouver le chemin du développement contre vents et marées

« C'est tellement triste. Après des décennies de mauvaise gestion économique et de crises politiques périodiques, Madagascar, un des pays les plus pauvres du monde, semblait parti pour un développement durable et le retour de la relative prospérité qu'elle avait connue dans les années 60. Depuis l'arrivée du Président Ravalomanana au pouvoir en 2002, cette ancienne colonie française dans l'Océan Indien avait joui d'une croissance économique moyenne de 5% par an, d'un boom du tourisme, d'un investissement étranger en développement et d'une stabilité. Maintenant Madagascar a replongé dans les troubles politiques avec tout ce que cela entraînera pour son économie encore fragile. »

Cette analyse n'a pas été faite par des partisans de Marc Ravalomanana. Elle est extraite d'un article publié dans « The Economist » du 5 février 2009. Cette revue fait autorité dans le domaine économique.

Dans notre lettre N°4, nous posions cette question : A-t-on voulu casser ce dynamisme?

Notre réponse est oui.

Nous avons recherché des éléments de réponse dans différentes sources, afin de respecter notre engagement à donner à nos lecteurs des informations non partisans. Pour cela, il était nécessaire de nous appuyer sur des données internes indiscutables. Mais il était également nécessaire de ne pas limiter notre analyse au plan national, et de la placer dans le contexte plus large des politiques africaines des grandes puissances et des puissances émergentes. Car cinquante ans après le retour des indépendances, aucun Etat africain n'est hélas véritablement maître de ses choix politiques ou économiques, l'Afrique étant le nouveau gâteau que se partagent les différentes puissances, à l'image du « partage du gâteau chinois » au début du 20ème siècle.

Aussi avons-nous lu avec profit les articles et dossiers consacrés à l'Afrique dans les revues spécialisées reconnues pour la qualité de leurs publications.

Ainsi on peut lire dans l'Atlas du Monde diplomatique, dans un dossier intitulé « Les défis de l'énergie », que l'Afrique subsaharienne se trouve actuellement au centre d'une forte compétition entre vieilles et nouvelles puissances concernant les droits d'exploitation des ressources énergétiques, notamment le pétrole. Ce dossier parle d'une « ruée mondiale sur l'or noir de l'Afrique » qui est devenu « le continent où la production pétrolière augmente le plus, tout en étant la partie du monde où la consommation de produits pétroliers est la plus basse ». Ce qui explique cet appétit international.

Mais outre le pétrole, d'autres ressources minières africaines sont convoitées : les diamants, le cuivre, l'uranium, l'or.

Pour ce qui est du métal jaune, le continent africain détient la moitié des réserves d'or mondiales et l'exploitation de l'or en Afrique est évaluée à 65 milliards de dollars par an. Cependant, 80% des ressources sont entre les mains de sociétés multinationales américaine (Newmont Mining), canadienne (Barick Goldlamgold), anglaise ou sud-africaine (AngloGold). Les codes miniers mis en place sous la pression de la Banque Mondiale - qui est par ailleurs le plus gros investisseur dans l'exploitation de l'or - et du FMI, favorisent les compagnies d'extraction étrangères aux dépens des sociétés minières d'Etat et des mineurs artisanaux.

Ces multinationales produisent 500 tonnes par an de l'or mondial dont la valeur actuelle est d'environ 16 000 Euros/kg. Les plus grands acheteurs d'or sont les banques : Royal Bank for Canada, J.P. Morgan, l'Union des banques suisses, la Société Générale. La part qui revient aux Etats est de 20% (elle est même de 0% au Botswana). Il est évident que l'or d'Afrique enrichit les pays riches, mais pas les Africains. A titre d'exemple, le Mali devenu le troisième exportateur mondial d'or en 2006, est au troisième rang des pays les plus pauvres du monde. Plus grave, ce qui est vrai pour l'or l'est également pour les autres ressources minières.

Cette ruée mondiale sur les matières premières africaines pose, comme l'indique cet excellent dossier, deux problèmes : « celui des relations entre ressources naturelles et démocratie et celui de la nature de l'intégration des pays africains dans la mondialisation. »

S'agissant de Madagascar, le lien entre les intérêts de certaines sociétés étrangères et le coup d'Etat, avec l'entrée du pays dans le club des fournisseurs de pétrole et d'uranium apparaît clairement, comme c'est le cas pour d'autres Etats d'Afrique francophone ces dernières années.

Faut-il pour autant se résigner et baisser les bras?

Non, car Madagascar a encore des cartes maîtresses qu'elle peut utiliser à bon escient : sa position géostratégique dans cette partie de l'Océan Indien, sa superficie, ses ressources naturelles, le potentiel de travail de sa population.

Il s'agit dès lors pour les Malgaches de faire une lecture lucide des origines du putsch et d'évaluer froidement et sans passion les forces réelles en présence, afin de protéger autant que faire se peut les intérêts du pays. Pour cela, les Malgaches doivent se débarrasser de quelques illusions persistantes qui sont chères à leur tempérament affectif, mais qui brouillent leur jugement, comme par exemple croire qu'il puisse y avoir place pour l'amitié et la sincérité dans les relations internationales, ou que certaines puissances sont plus vertueuses que d'autres. Ils doivent se rappeler en permanence l'amère leçon apprise par le premier ministre Rainilaiarivony face aux Français et aux Anglais qui se mirent d'accord aux dépens des Malgaches à la fin du 19ème siècle, amenant ce premier ministre à prononcer sa célèbre phrase : « vazaha mody miady » (Ces étrangers qui ont fait semblant d'être en désaccord).

La défense des intérêts du pays doit se faire dans les négociations avec les sociétés d'exploration et d'exploitation des ressources minières. Mais elle doit être menée également dans un autre domaine : celui de l'aide publique au développement dont Madagascar restera malheureusement dépendante jusqu'au développement stable de son économie.

L'article de François Pacquement intitulé « Aide au développement : une affaire d'Etats » (Alternatives Internationales, hors-série n°7) apporte un éclairage très intéressant sur les modalités d'attribution de cette aide. L'apport bilatéral représentait 29

milliards de dollars sur les 40 milliards d'aide au développement fournie à l'Afrique en 2007. **Cette aide peut ainsi être « un élément de la politique étrangère des donateurs », c'est-à-dire devenir un outil de domination.** L'article de François Pacquement rappelle aussi que pour deux pays sur cinq en Afrique, dont Madagascar, l'aide représente plus de 10% du revenu national brut, ce qui est considérable. « Or le montant de l'aide est très variable d'un pays à l'autre et dans le temps. **Une évolution qui dépend de la relation spécifique du pays avec ses bailleurs de fonds étatiques habituels et non de stricts critères économiques** ». Jusqu'à présent, les Etats-Unis, la France, le Royaume-Uni et l'Allemagne financent plus de 60% de l'aide au développement destiné à l'Afrique. Mais l'entrée en scène de la Chine et des puissances émergentes comme l'Inde et le Brésil est en train de changer la donne.

Les nouvelles puissances : opportunité ou menace pour l'Afrique?

L'arrivée sur la scène mondiale des nouvelles puissances et des puissances émergentes peut être à la fois une opportunité et une menace. Une opportunité, car cette arrivée élargit le nombre de partenaires potentiels et permet de ce fait de tirer profit d'une certaine concurrence entre les partenaires. Mais le risque demeure d'une réaction de mauvais perdant pouvant amener une puissance qui estime ses intérêts menacés à fomenter un putsch pour maintenir sa mainmise sur un pays.

Cette arrivée de nouveaux acteurs peut aussi être une menace, dans la mesure où « la ruée vers les ressources pétrolières et minières et la recherche de débouchés pour leurs produits rend les bailleurs et les investisseurs de moins en moins sensibles aux enjeux de bonne gouvernance et aux principes démocratiques. » (Les défis de l'énergie, Atlas du Monde diplomatique). **Madagascar a payé très cher sa tentative d'élargir l'éventail de ses partenaires.**

Mais en tout état de cause, les progrès accomplis par Madagascar entre 2002 à 2009 montrent qu'en dépit de ce contexte de néo colonisation voulue par les anciennes puissances comme par les nouvelles, trouver une voie vers le développement reste possible.

En effet, en seulement sept années, le taux de croissance de l'économie malgache était passé d'une moyenne de 4,2% pour la période 1996-2001 à 6,2% en 2007 et 7,1 en 2008. Ces résultats étaient remarquables dans une période marquée par une envolée du prix du pétrole.

Les efforts pour améliorer l'environnement économique avait ramené la confiance des investisseurs comme l'atteste l'augmentation importante du taux d'investissement qui était passé de 15,1% pour la période 1996-2001 à 27,7% en 2007 et 36% en 2008.

De 485 en 2001, le kilométrage de routes construites ou réhabilitées était passé à 9 838 en 2007.

L'alphabétisation faisait également un bond avec 70,2% de la population de plus de 15 ans alphabétisée alors que ce taux était de 57,2% en 2002.

Et ce qui n'est pas moins important, l'indice de perception de la corruption évalué par Transparency International avait évolué très positivement en passant de 1,7 en 2002 à 2,8 en 2006 et à 3,4 en 2008. Certes, ce taux de 3,4 était loin d'être suffisant, mais Madagascar faisait déjà partie des trois pays d'Afrique sub-saharienne sur dix sept dont le taux de perception de la corruption était supérieur à 3.

Oui, comme l'écrit « The Economist », la Grande Ile était partie pour un développement stable et marchait vers une relative prospérité, quand son élan a été coupé.

Ce qui a été possible hier peut encore l'être aujourd'hui

Aujourd'hui, plus que jamais, Madagascar doit retrouver rapidement le chemin du développement afin de sortir sa population de la détresse dans laquelle le coup d'Etat de mars 2009 et la crise qui s'en est suivie l'ont plongée. Pour utiliser à bon escient les atouts qui lui restent, il faut souhaiter que ses futurs dirigeants de l'après crise fassent preuve du **même acharnement à vaincre les obstacles** que Marc Ravalomanana. Il faut souhaiter également qu'ils fassent preuve de **l'humilité des sages** dans le choix et l'écoute de leurs collaborateurs. **Mais il faut surtout souhaiter qu'ils soient animés du patriotisme sans faille qui leur donnera la force de poursuivre cette lutte du pot de terre contre le pot de fer, sans jamais désespérer et en gardant espoir. Car tout espoir n'est pas perdu.**

Comme le dit avec justesse le président sud-africain Jacob Zuma dans une récente interview, (The Economist-Courrier International Hors série n°30) « **En dernière analyse, l'avenir de l'Afrique est entre les mains des Africains. Le continent africain est susceptible de connaître une croissance exponentielle dans les décennies à venir** »

Flash atteintes aux droits de l'homme :

Les effets pervers du putsch : « *La criminalité augmente dans la plupart des grandes agglomérations, avec des cas de vols à main armée, effectués avec violence, et de nombreux vols à la tire...* » (Site internet de l'ambassade de France à Madagascar)

Il aura fallu la sauvage agression de deux Réunionnais à Toamasina pour que la montée de la violence et de la criminalité à Madagascar fasse la une d'un journal à La Réunion. Depuis un an, les communautés indo-pakistannaises dont beaucoup sont de nationalité française, sont régulièrement victimes d'enlèvements crapuleux sans que l'ambassade de France réagisse. La sauvagerie de l'agression des deux Saint-Louisians pour un scooter montre à quel point la violence est maintenant banalisée.

Cette violence criminelle, en hausse permanente depuis un an, est une incongruité énorme dans un pays aux traditions non violentes. C'est pourquoi elle aurait dû être dénoncée énergiquement dès le début dans les médias internationaux, notamment français. Mais cela aurait amené à pointer du doigt ceux qui ont donné le mauvais exemple depuis le 26 janvier 2009 ...

Les Inconditionnels de Madagascar
À l'Ile de la Réunion